

Les facteurs culturels de la résilience - le cas du Japon

Marie Augendre, université Lyon II

Cela a-t-il du sens de parler de résilience au Japon ?

Le volcan est très présent dans l'imaginaire du Japon. Des Mont Fuji miniatures circulent souvent dans des lieux religieux. Ils jouent en particulier le rôle de volcans de substitution pour les gens qui ne peuvent pas faire le véritable pèlerinage.

Au Japon, on ne peut pas vraiment dire qu'il y ait résilience urbaine pour les volcans. La vraie résilience est celle liée aux séismes, les grandes villes du pays étant situées sur des zones de subduction.

Il y a au Japon une centaine de volcans, mais surtout en situation périphérique (par exemple dans des îles éloignées). Dans deux cas seulement, les volcans tutoient la ville : le Mont Fuji, qui est situé à une centaine de kilomètres au vent de l'agglomération de Tokyo (situation que l'éruption en Islande a rendu particulièrement sensible récemment), et le Sakurajima sur île de Kyushu, en face de la ville de Kagoshima (600 000 habitants environ).

Pour la plupart ce sont des volcans explosifs : la seule solution est l'évacuation préalable des populations...

NB Il existe un numéro spécial de la revue *Ebisu* de la Maison franco-japonaise (n°21, 1999) sur le Japon des séismes, et notamment sur celui du Kanto et les questions de résilience.

Le dernier grand séisme en date est celui de Kobé en 1995 (7,3 sur l'échelle de Richter).

Les deux derniers connus à Tokyo datent de 1855 et 1923. On en attend un environ tous les 80 ans : cela signifierait que le risque statistique augmente actuellement. Du coup les populations sont toujours surprises quand un séisme se passe à l'extérieur de Tokyo. Malgré tout, le manque de préparation est flagrant.

Le Japon est un pays particulièrement résilient : après avoir subi deux bombes atomiques, il s'est propulsé dans les premiers rangs mondiaux de l'économie. Par contre la reconstruction ne doit pas tout au Japon mais beaucoup à l'aide extérieure. Il faut par exemple bien voir le rôle joué par les États-Unis (Constitution, aides économiques...). Ce n'est donc pas une résilience endogène, mais cela correspond aux critères de Aschan par exemple sur la capacité à sortir de soi-même.

Pour ce qui est de Tokyo même, c'est aujourd'hui une métropole prospère, pourtant détruite par des séismes et par les bombardements de 1945. Il existe différents projets de déplacement de la ville, qui n'ont jamais été exécutés car trop compliqués à mettre en œuvre. Mais il n'est pas impossible qu'ils soient ressortis des cartons en cas de grosse catastrophe.

→ Comme il y a une culture du risque, existe-t-il une culture de résilience au Japon ? Serait-elle différente d'ailleurs ?

cf Carnets de terrain – pratique géographique et aires culturelles, particulièrement l'article de Myriam Houssay-Holzschuch.

Plan :

1. Les mots pour le dire : le mot de résilience existe-t-il en japonais ? Est-il possible sinon d'en trouver un équivalent ?
2. Le regard du chercheur : peut-on appliquer des modèles européen-centrés ?
3. Les pratiques : au-delà de la terminologie, peut-on trouver des comportements qui relèveraient de la résilience ?

1. Les mots pour le dire : le mot de résilience existe-t-il en japonais ? Est-il possible sinon d'en trouver un équivalent ?

Namazu-e : la peinture du poisson-chat.



Image : Namazu-e seppuku

Source: Universität Wien (www.dieuniversitaet-online.at)

Il s'agit d'une légende remise au goût du jour après le tremblement de terre de 1855 : l'archipel japonais est situé sur l'échine d'un gros poisson-chat, surveillé par la divinité Kashima. Mais Kashima relâche parfois son attention et le *namazu* en profite pour s'échapper, remuer tout l'archipel et causer des destructions.

Sur certaines estampes, du ventre du poisson sort de l'or : de la catastrophe sort un bien. Il existe même la figure du *yake-budori*, littéralement « engraisé par l'incendie », pour désigner celui à qui la catastrophe a profité. L'idée que, pour une partie au moins de la population et des espaces, une catastrophe peut avoir des conséquences bénéfiques, voire même être heureuse, n'est pas propre au contexte japonais. Mais cet optimisme de la catastrophe est sans doute plus présent et plus explicite que dans le monde occidental.

Doit-on être résilient ? Tous les systèmes qui existent, qui se sont maintenus, ont été résilients jusque-là.

Un peu de vocabulaire...

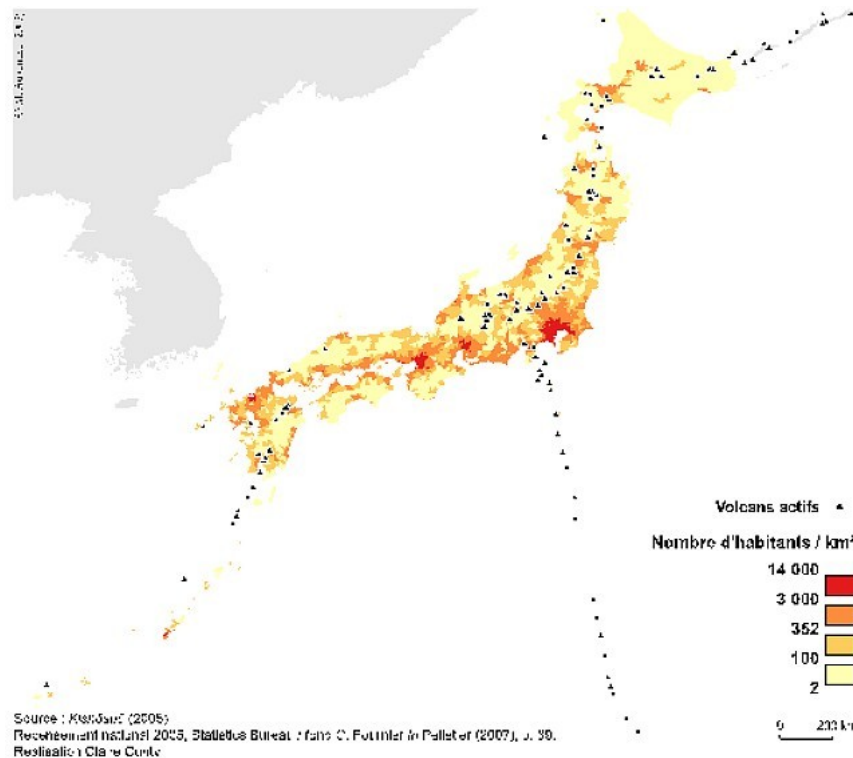
- L'équivalent pour « cataclysme » est *sai-gai*. Le premier des deux caractères est constitué des signes de l'eau et du feu. La catastrophe est avant tout naturelle, c'est ce qui fait des dégâts.
- La prévention, littéralement la lutte contre la catastrophe, se dit *bô-sai*.
- Il n'y a pas de mot en japonais pour désigner l'aléa, le risque, ni pour la résilience. La traduction se fait par importation de mots étrangers dans un syllabaire japonais, et la prononciation reste quasiment identique à l'anglais.
- Pour la vulnérabilité, il existe un terme dont la traduction serait : une faiblesse qui s'apparente à une souplesse (image du roseau). Ce mot est apparu il y a 5 ou 6 ans dans les livres blancs des ministères, mais reste très confidentiel. Il est en particulier peu utilisé dans les recherches.
- La résistance, qui comprend l'idée de force, est opposée à la vulnérabilité, dans la graphie même.
- Deux termes sont très importants (et beaucoup plus utilisés que vulnérabilité et résilience): coexistence et symbiose avec le volcan : *kyo-sei* (*kyo* : « ensemble »; *sei* : « la vie »). Mais cela reste très incantatoire, valant pour la période normale mais pas pour la période d'éruption...

On peut citer le cas d'une île de 3 000 habitants qui a dû être évacuée pendant 4 ans. La population, rurale et relativement isolée, s'est retrouvée en pleine mégalopole. Il est intéressant de voir comment la communauté a fait, au-delà du traumatisme, pour conserver une unité malgré le déplacement, dans la perspective du retour.

Effets de situation et effets de sites.

Les volcans sont pour l'essentiel situés dans la zone centrale de l'archipel. Or ces espaces montagneux sont assez peu peuplés (pour des raisons religieuses, ainsi que d'accessibilité), les populations étant concentrées dans les plaines, au bord de l'eau. Les territoires volcaniques ne se situent donc pas dans un contexte de croissance de la population, au contraire plutôt dans des espaces qui se dépeuplent.

Par contre le développement de la villégiature (notamment grâce à au shinkansen) pose des problèmes car les nouveaux arrivants ne sont pas habitués à l'environnement et risquent de mal réagir en cas de crise.



Carte 1 : Densité de population et activité volcanique

Les questions d'échelles sont aussi très importantes à prendre en compte. À un niveau plus local, la ville de Tokyo doit par exemple gérer les petites îles volcaniques de son territoire.

2. Le regard du chercheur : peut-on appliquer des modèles euro-centrés ?

Définition de base :

La résilience, c'est le maintien d'une structure du même type, mais accompagné d'un changement de fonctionnement (vers un fonctionnement plus fiable et efficace).

Exemple de Shimabara et du Mont Unzen (1991) :

La pyramide des âges à Shimabara présente un fort déficit de jeunes actifs. Cela reflète à la fois l'impact sur la structure démographique de l'évacuation, mais aussi l'exode des jeunes gens partis pour la ville. On a donc une tendance générale au vieillissement et à la perte de population. La catastrophe a certes eu un effet ponctuel, mais n'est pas responsable d'une perturbation sur le long terme de la structure démographique.

Au Japon, les dimensions positive et négative du risque sont très liées. La résilience réside sans doute dans la transformation de la catastrophe en quelque chose de positif. Tirer profit de la catastrophe permet de réduire

la vulnérabilité, d'avoir plus de résistance et de sécurité, après adaptation à la perturbation. Il s'agit de capitaliser, de trouver des bénéfiques, comme contrepoint à l'incertitude.

Une des difficultés principales est le manque d'indicateurs satisfaisants pour mesurer la résilience. Les indicateurs quantitatifs manquent en particulier cruellement.

A quoi sert la catastrophe ?

La catastrophe a un effet catalyseur, stimulant. Elle reste une référence pour connaître, étalonner et gérer le risque (considérant que le passé est la clé du futur) :

- travail de classement des niveaux de risque des volcans.
- mouvement de réflexion et de recherches sur la catastrophe et sa gestion. Stimulus pour la réglementation et la production cartographique.
- travail de mémoire : les dégâts ne sont pas tous effacés mais transformés en patrimoine (tourisme ou commémoration). Le 1er septembre, jour du grand séisme du Kanto en 1923, est par exemple devenu jour de commémoration et de prévention.

Paradoxalement, la récurrence des éruptions à l'échelle d'une génération permet aussi de vivifier les mémoires du risque : on voit nettement la différence avec le Fuji qui n'a plus été en éruption depuis longtemps et que les gens prennent simplement pour une montagne.

- installation d'un rythme de l'habiter : alertes, évacuation, transgression, réinstallation... Les gens qui reviennent ne sont pas forcément exactement ceux qui ont été évacués, selon la conscience du danger, l'évolution du prix du foncier, etc.
- facteur d'identité et levier de solidarité. Des communautés ont créé des réseaux d'habitants avec partage d'expérience, séminaires... À l'occasion d'une catastrophe, se mettent en place des initiatives locales, court-circuitant les mesures officielles (même si elles ont le soutien du pouvoir).

Le travail scientifique consiste pour une part en la création d'une base de définition de l'activité des volcans, de leur degré de dangerosité. Ils sont classés selon leur activité depuis les 10 000 dernières années, ainsi que selon l'indice d'activité centennale (pour cibler ceux qui risquent d'être les plus actifs dans un temps court).

Les publications de cartes de risque volcanique étaient très peu nombreuses avant 1990 (il en existait seulement deux !). En 1991, c'est le début de l'éruption du mont Unzen. La mort de 43 personnes, dont trois vulcanologues, reçoit un grand écho dans le monde entier. Cela a notamment contribué à stimuler la production de cartes.



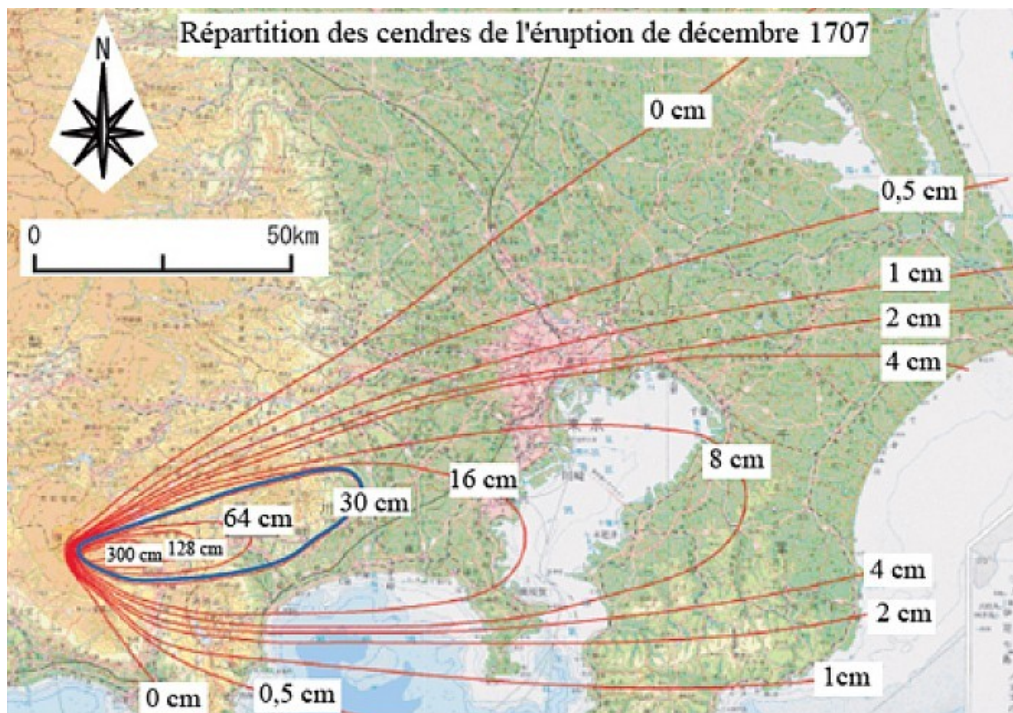
Cette maison à deux niveaux a été quasi entièrement recouverte par une coulée de boue. Il n'en reste que le toit, intégré dans un parcours touristique. On voit là une volonté de patrimonialiser la ruine, avec des panneaux explicatifs pour la visite. D'une part il y a effectivement résilience, car la ville s'est reconstruite, autour et par-dessus. Mais on peut aussi argumenter que ce n'est pas de la résilience, car la vulnérabilité n'est pas réduite, le dôme volcanique étant toujours aussi dangereux.

Photo : M.Augendre (2006)

La logique du risque n'a pas besoin de la catastrophe pour transformer les espaces et monter des projets de gestion de risque. On peut citer le projet Fuji 2001-2006, qui a permis la mise en place de la carte de risque, mais pas à la suite d'une crise particulière. Par contre il y a eu en 2001 deux éruptions dans d'autres parties du pays, qui ont peut-être aidé à prendre conscience de la nécessité d'une telle carte.

Les ouvrages de protection sabô, aménagements de grande ampleur destinés à protéger les biens et équipements en cas de coulée de lave ou de boue, n'ont pas encore été mis à l'épreuve. Par contre leur construction a donné lieu à de nombreux débats, notamment à propos de leur dimensionnement (ces ouvrages titanesques ont nécessité la fermeture d'autoroutes, des déplacements de population...).

La carte de risque du Mont Fuji présente tout d'abord des cercles concentriques, selon l'épaisseur de cendres attendue en cas d'éruption. La modélisation des dépôts de cendres est faite à partir d'une éruption du type de celle de 1707. Il existe une carte générale, puis chaque commune dispose d'un zoom avec des limites plus précises.



Sources : http://www.bousai.go.jp/fujisan-kyougikai/fuji_map/index.html

Carte 2 : Dispersion des cendres de l'éruption du Mont Fuji en 1707

Cette carte propose aussi un zonage-temps : la zone centrale, rouge, est à évacuer immédiatement ; ensuite c'est la zone de chute de blocs : à évacuer dans les 2 heures ; plus en périphérie, il y a un risque de nuées ardentes et de coulées de boue : à évacuer dans les 24h, etc.

C'est en quelque sorte de la sur-gestion puisqu'il n'y a pas eu d'éruption depuis plusieurs siècles. Mais la prise en main par l'État a été nécessaire, au vu de l'importance des enjeux et des différents entre les départements (les départements les plus industriels renâclent à voir cette carte publiée car ils craignent pour leurs activités).

Les ouvrages sabô sont par exemple des constructions pour retenir les gros blocs et les troncs d'arbres en cas de coulées de boue. Ils ont une fonction de digue et d'encadrement des coulées, pour limiter les dégâts en périphérie.

Il convient de noter que, outre la fonction de protection, la fonction idéologique est ici très importante : l'État prend pied dans le secteur du risque. Il y a comme une mise en scène de la protection (voyages scolaires, commémorations, etc.). Mais tout cela n'a pas encore eu à servir : on a plutôt l'impression aujourd'hui que c'est un décor.

C'est aussi l'occasion d'une redistribution des économies urbaines vers les espaces ruraux où on construit ces barrages (beaucoup d'emplois sont créés à cette occasion). Se met en place une forme de protection chômage au travers de ces emplois, une redistribution sociale par le salaire.

3. Les pratiques : au-delà de la terminologie, peut-on trouver des comportements qui relèveraient de la résilience ?

Le cas de l'île de Miyake-Jima : la question de la durabilité

La résilience est-elle une des formes de la durabilité ? La durabilité est-elle en politique l'équivalent de la résilience ?

On a construit des barrages sur toute l'île, tous les ruisseaux ont été barré, bétonnés.

Le volcan a violemment explosé en l'an 2000, puis a continué à émettre du dioxyde de soufre. Les émissions ont été trop importantes pour pouvoir revenir, jusqu'en 2004. En réalité, l'évacuation devait au départ durer quelques mois, mais le gouvernement de Tokyo a empêché la population de revenir. En 2004 ont eu lieu des élections municipales : le nouveau maire a été élu sur le programme de ramener la population sur l'île. Comme les taux de SO₂ ont diminué, les gens ont pu commencer à revenir au bout de 4 ans (malgré tout les émissions n'ont toujours pas cessé aujourd'hui).

On peut donc mettre en lumière une forme de durabilité communautaire, même si la population est revenue seulement en partie. Mais la question de la résilience est très compliquée : quelle résilience est possible quand on sait que de toute façon il y a une catastrophe similaire à peu près à chaque génération ?

Aujourd'hui il reste sur l'île des zones interdites (cratère et ses abords), qui représentent environ la moitié de la superficie. Dans certaines zones, on a le droit de passer (pour l'accès au port notamment), mais il est toujours interdit de s'y réinstaller. La situation de fait est pourtant différente : l'interdiction de se réinstaller a été levée, sauf pour le cratère et la zone au vent (il y a toujours des émissions de gaz). Un des problèmes principaux est que l'aéroport de l'île était situé dans cette zone exposée aux fumées toxiques, ce qui pose des questions graves sur les conditions d'une prochaine évacuation...

Les difficultés du retour à la vie quotidienne sont nombreuses: les alertes sont permanentes, les plantes n'ont pas repoussé car il y a toujours des émanations gazeuses, etc. La grande médiatisation donne une image persistante d'île dangereuse, d'île sinistrée. La consigne est de porter des masques, même si personne ne le fait vraiment, à part les gens de la mairie. Il existe un système d'information et d'alerte très performant (système de diodes lumineuses pour avertir de la concentration en soufre), mais auquel la population n'est pas toujours attentive. Aujourd'hui, on n'a pas assez de recul pour savoir s'il y a des effets sur la santé. Par contre des problèmes de santé associés ont été mis en évidence à d'autres occasions, et on peut craindre des conséquences notamment sur les voies respiratoires et la vue.

Il n'existe pas de contestation du bétonnage de ces rivières pour des raisons écologiques (parfois les rivières sont cimentées sur trois côtés...). La problématique environnementale ne se pose pas dans les mêmes termes qu'en Occident. Au contraire, cela fait plutôt des espaces en moins à entretenir pour les populations.

Le cas du Mont Usu à Hokkaido : la question des éruptions récurrentes (tous les 20 à 30 ans)

Les dernières éruptions datent de 1977 et 2000, et sont bien documentées. On peut voir, comparativement, de grandes différences dans la gestion du risque.

En 1977 l'éruption est regardée comme un spectacle: les gens sortent dans la rue, observent... C'est presque étonnant qu'il n'y ait pas eu plus de morts (il y en a eu quelques uns mais plutôt à cause de chutes d'arbres). 1977, c'est avant l'éruption du Mont Saint Helens (1980), avant le Pinatubo (1991), etc. On n'a pas encore tout compris, on n'a pas mesuré l'ensemble des risques. Aucune mesure d'évacuation ou de confinement n'est prise. Il faut de plus faire face au déni des autorités, qui craignent de faire fuir les touristes de cette station touristique. Les scientifiques se heurtent notamment au refus de constituer une carte des risques (jusqu'en 1995).

Peu à peu, les vulcanologues s'aperçoivent que tout le site est construit sur des matériaux volcaniques. En 1995, ils réalisent la carte des risques, 5 ans avant l'éruption suivante, à une époque où le Japon en disposait de très peu. Ce sera une grande chance en 2000.

Depuis 2000 a été mis en place un plan de développement local (zonage, écomusées...).

NB Les volcans dangereux sont pour la plupart situés dans des parcs naturels. À l'origine il s'agissait de protéger les volcans de la société... de fait ça a aussi eu l'effet inverse : protéger la société des volcans (restrictions de construction, d'urbanisation dans ces parcs naturels).

On a construit une série de barrages pour séparer la zone du volcan de la zone d'urbanisation. Tout est entièrement gelé du côté du volcan (limitation puis interdiction de l'urbanisation). La ville centre a été consolidée, mais des espaces centrés ont aussi beaucoup plus de mal à être résilients. Ils sont très installés, stabilisés, alors que des espaces plus périphériques sont plus mobiles voire déjà instables, donc plus adaptables.

Le cas du Mont Unzen : les limites de la résilience

Les travaux ont permis une rectification du lit de la rivière. On a construit des terre-pleins à partir des dépôts volcaniques, afin de gagner de l'espace pour les activités humaines.

Le long des digues et des ouvrages sabô, les terre-pleins sont surélevés de 3 ou 4 mètres (par-dessus les dépôts volcaniques et les coulées de boue). Les habitants sont venus se réinstaller, considérant que cette altitude est suffisante pour être protégés du risque d'inondation ou de coulée de boue. De même en 1780, un dôme s'était effondré et la ville s'était reconstruite sur les matériaux volcaniques. Par contre la surélévation ne constitue en aucun cas une protection contre le volcan, mais ce risque est assez largement dénié par les habitants.

Certains projets proposent de « purger » la montagne (déclencher des coulées de lave en prévention) par dynamitage des dômes instables. Mais ils ne verront probablement jamais le jour : il y a un *kami* (une divinité) dans la montagne, donc on n'y touche pas. Il faut comprendre que la rationalité est tout autre qu'en Occident. Mais du coup, on a une situation de résilience totalement vulnérable.

Une carte de risque était en préparation à Tokyo au moment de l'éruption. On a pu s'apercevoir du décalage entre ce qui avait été prévu (coulées de lave principalement) et ce qui s'est passé (il n'y a pas vraiment eu de lave, à peine un dôme, par contre des nuées ardentes en quantité beaucoup plus importante que ce qui avait été prévu).

En 1991, les 43 victimes étaient dans une zone pourtant évacuée. Aux avant-postes, à une dizaine de kilomètres du cratère à vol d'oiseau, mais en hauteur pour prendre du recul, ils ont été surpris par l'extension des nuées ardentes (alors qu'on attendait essentiellement des coulées de lave) et asphyxiés. Il s'agissait de trois vulcanologues français et anglais, dont les époux Krafft, de journalistes, de quelques habitants revenus chercher des affaires chez eux, de deux policiers et de quelques pompiers venus terminer l'évacuation.

Conclusion :

« It takes all the running you can do, to keep in the same place » (Lewis Carroll, *De l'autre côté du miroir*, chapitre 2)

La théorie de la reine rouge a été développée par Van Valen en 1973 (biologie évolutive). Au départ appliquée aux écosystèmes, c'est l'idée que les êtres vivants s'adaptent, mais les parasites aussi au fur et à mesure (courir le plus vite possible pour finalement en rester au même point).

On en a une autre application possible dans la gestion des risques : on modifie les espaces, les activités, on crée des barrages, on entretient la mémoire, mais cela ne fait que modifier le profil du risque.

On n'a jamais aucune certitude que la résilience soit acquise. Être résilient à un moment donné, à une échelle donnée, signifie sans doute nécessairement être plus vulnérable à un autre moment ou à une autre échelle. Le risque n'en est que déplacé.

Il est donc important de relativiser l'aspect culturel de la résilience, qui n'est en quelque sorte que la partie émergée de l'iceberg. L'idée de l'impermanence des choses est très répandue au Japon. Les populations n'ont pas le même vécu de la cyclicité des catastrophes. Mais il existe un fond où ces différences culturelles ne jouent pas beaucoup. De plus, le Japon montre une capacité à copier, à imiter pour faire mieux. Il tend par exemple à reprendre la judiciarisation, le statut de la victime, qui proviennent du contexte occidental.

Questions, commentaires et discussion :

- [M.R.] L'interrogation sur les liens entre vulnérabilité et résilience est très intéressante. Cela permet de montrer les limites de leur opposition : on peut être parfaitement vulnérable, et tout à fait résilient à la fois.
Les apports principaux de cette communication sont l'exploitation large des jeux d'échelle, ainsi que la mise en lumière du biais entre les langues et du filtre du chercheur.

Quel peut être l'intérêt de la résilience dans ce travail ? Quelle utilité ?

→ [M.A.] Ce n'est pas une notion qui a été travaillée pendant la thèse. Ça serait plutôt utile en conclusion. Le travail a avant tout porté sur les notions de coexistence et coévolution : espace et temps.

De même que la durabilité, la résilience est un concept très occidental, mais qui fournit une grille de lecture qui recoupe ces questions de coexistence et coévolution. Ça a une efficacité pratique et pragmatique : plutôt que d'entrer sur le terrain sans trop savoir par quoi commencer, au moins on a une grille et on peut voir si ça marche ou pas.

La notion de résilience permet notamment de se poser la question des aspects positifs de la catastrophe, rarement mis en avant. Même si c'est gênant de parler de catastrophe heureuse quand on se place du point de vue des victimes. La catastrophe est un crible, qui élimine le faible et renforce le fort : c'est la vie. Si quelque chose existe, et se maintient, c'est que c'est résilient, de fait. La question de la pérennité est essentielle : parfois, on ne revient pas. Parfois on part pendant cinq ans, et ce n'est pas la même société qui revient.

Il est important de maintenir strictement distinguées les notions de catastrophe et de résilience.

- [C.G-G.] Adresse ses félicitations pour la maîtrise aussi bien de concepts géographiques spécialisés que de l'aire culturelle étudiée (plusieurs alphabets, culture...).
- Il doit être difficile de travailler sur la résilience au Japon, car c'est le pays présenté comme résilient par excellence.

Quelques points importants de la présentation :

Rôle des réseaux d'habitants ;

Opposition ou non entre durabilité et résilience ;

Opposition centre-périphérie et contradiction d'une résilience qui se joue plutôt en périphérie ;

Distance avec la notion de catastrophe si on veut étudier la résilience (il est parfois gênant que la catastrophe soit le vecteur dominant de la grille d'analyse).

Quelle est la place de la pérennité urbaine par rapport à la résilience ? Sont-ce vraiment des synonymes ?

→ [M.A.] C'est une question d'échelle. Quand on abandonne des maisons pendant cinq ans, ça crée des dommages. À Miyake-Jima, les gens pensaient partir pour quelques jours seulement, tout a été laissé en l'état (frigos, tatamis, etc.). Au retour il a fallu un tel nettoyage que les lieux ont été remplis de déchets pendant quelques temps : on disait que l'île avait été transformée en un monceau de *gomi* (déchets). Il a fallu de nombreux mois pour débarrasser l'île de tout cela et remettre à neuf.

Il y a pérennité de l'ensemble, de la structure, mais les habitants ont pu changer : ça n'est pas exactement la même communauté qui est revenue, certains ne sont pas retournés sur leur île, d'autres sont venus s'installer... Il peut se passer aussi l'inverse: la structure change mais les habitants restent les mêmes.

(résilience dans le centre et la périphérie) :

Si le centre est le plus consolidé (historiquement et matériellement), c'est qu'il est résilient depuis plusieurs siècles. Mais il y a aussi un risque de fossilisation. La forme la plus stable est souvent le lieu des plus grandes destructions en cas de catastrophe. À l'inverse, les espaces périphériques sont souvent plus instables en temps normal, ce qui permet justement de reconstruire plus facilement, de s'adapter.

(réseaux d'habitants) :

On peut citer l'exemple d'une communauté, évacuée il y a quelques années, qui s'est organisée bénévolement pour aider une réinstallation toute fraîche sur une autre île (réutilisation des sacs qui leur restaient pour nettoyer les cendres, week-ends bénévoles pour aider à défricher, nettoyer, etc.). Plus généralement, on voit naître un grand élan de solidarité nationale face à une catastrophe, qui s'effrite ensuite au fur et à mesure que les choses reviennent à la normale.

D'importants efforts sont souvent mis en œuvre pour conserver des liens de solidarité entre les gens d'une communauté (particulièrement quand la catastrophe se produit sur une petite île). Cela peut passer par la création d'un petit journal pour donner des nouvelles de la communauté dispersée dans la grande ville.

(aire culturelle) :

Il est intéressant de transposer nos concepts, ce sont des hameçons pour trouver autre chose. Par contre il faut garder de la prudence et éviter de ne voir que ce qui est différent (« ah, chez nous ça n'est pas comme ça... »).

La maîtrise de la langue n'est pas nécessaire tant qu'on travaille dans un contexte universitaire, mais dès qu'on veut entrer dans les représentations, il faut s'y mettre vraiment, pour deux raisons. Tout d'abord on perd de l'information quand on passe par des traductions et/ou traducteurs. Et il y a aussi le risque de n'être en contact qu'avec la version officielle destinée aux étrangers.

[F.D-D.] On a effectivement tendance, quand on découvre une aire culturelle différente, à ne voir que la spécificité absolue. On risque alors de finir par dire que tout est différent, spécifique. C'est sans doute exagéré : il y a bien au moins de petits points communs entre les civilisations et la notion de résilience. On retrouve, en Inde comme ailleurs, des villes abandonnées, des retours spectaculaires.

[C.G-G.] La dimension culturelle est en effet très pertinente. Dans un premier temps, tout peut paraître différent, mais il faut dépasser ce premier a priori. Tout dépend du regard : il y a quand même un parti pris du chercheur pour souligner soit les différences, soit les ressemblances.

La ville américaine est toujours abordée avec l'un de ces a priori : le nouveau monde a-t-il fait preuve d'invention, ou se situe-t-il dans la continuité de l'Europe ?

Dans son étude comparative sur Paris et Los Angeles, l'accent a été mis plus sur les différences que sur les ressemblances (Los Angeles a été choisie spécifiquement sur la côte ouest, pour ne pas prendre une ville américaine issue de la colonisation européenne).

La résilience étant une notion assez occidentale, il n'y a pas de grandes différences entre les États-Unis et l'Europe (même si des variations existent selon le contexte national). Le travail a d'abord porté sur les notions de continuité et pérennité urbaine, puis sur la soutenabilité urbaine.

À choisir entre vulnérabilité et résilience, peut-être que la vulnérabilité est plus riche (elle intègre notamment une réflexion sur les anticipations hors cas de catastrophe).

[M.A.] Même s'il y a des recherches sur une résilience proactive notamment, normalement la résilience est postérieure à la catastrophe. Le lien avec l'anticipation au sens large, s'il est intéressant à soulever, n'en reste pas moins problématique.

- [M.R.] Vulnérabilité et résilience ne correspondent pas non plus à la même échelle. La résilience peut être vue comme un contrepoint positif dans l'étude des risques, alors même qu'il est très difficile de penser le côté bénéfique de la catastrophe.

Il faut aussi garder en tête que la notion de résilience est très instrumentalisée par un certain discours politique (ce qui est très peu le cas pour la vulnérabilité). Pendant longtemps la résilience a été assimilée à une résistance, dans une logique d'ingénieur qui fait de la protection. On est ensuite sorti de la protection purement technique, et la résilience est devenue un concept autonome. Aujourd'hui la résilience est en quelque sorte à la mode, assortie souvent d'un discours sur la durabilité.

- [F.D-D.] Cela touche au problème plus large de la continuité en géographie. La résilience en est un aspect, mais seulement un aspect. Le point essentiel est : la résilience de quoi ?

[M.A.] Ce ne sont pas les mêmes gens. Ce peut être un groupe mais qui n'est pas le même groupe, qui n'a pas la même structure. La question doit effectivement être posée. La ville de Shimabara (au pied du Mont Unzen) sert d'exemple en accueillant un congrès de vulcanologues.

- [F.D-D.] On revient à la dialectique du même et de l'autre. Le noyau ancien, historique, explique ce qu'il y a aujourd'hui. Le problème est que certains sauts de quantité peuvent devenir des sauts de qualité. La résilience apparaît alors comme un cas particulier.
- [M.R.] Il semble qu'on soit avec la résilience en train de faire l'inverse de ce qu'on a fait avec la vulnérabilité : de la systématique vers une confrontation aux cas pratiques (alors que la vulnérabilité venait plutôt d'une perspective gestionnaire et technique, puis a été élevée au rang de concept). Il faut aussi prendre en compte un certain parasitage de la notion de résilience par le politique, qui l'instrumentalise, la convoque comme un argument d'opportunité. La position du chercheur peut parfois être délicate.

→ [M.A.] Instrumentalisation signifie qu'il y a une volonté de contrôle. Il n'est pas certain que ce soit le cas au Japon, malgré un niveau élevé de clientélisme à tous les échelons des responsabilités politiques.

On peut aussi se demander à quelle culture du risque on a affaire. À Tokyo, beaucoup de choses sont prévues sur le papier (architecture anti-sismique, plans d'évacuation, issues de secours...). Mais de fait, de nombreuses issues de secours sont cachées par des panneaux publicitaires, les voies d'accès pompiers ne sont pas respectées, etc. Le système de protection existe donc, mais risque de se gripper très rapidement. La culture du risque est peut-être tout autant soumise à des variations culturelles que la résilience.